



L'ET NCELLE

QUE CE SOIT CELLE DE L'INTELLIGENCE, INDISPENSABLE POUR COMPRENDRE CE QUE NOUS VIVONS OU SUBISSONS, OU CELLE DONT ON A BESOIN POUR ALLUMER LES FEUX DE LA COLERE QUAND ELLE SE FAIT NECESSAIRE.

**N° 15
OCTOBRE 2011**

SOMMAIRE

- (p. 1) Edito : Assez !
- (p. 2) CTL/CAPL : l'enjeu des élections
- (p. 3) Les candidat(e)s de la CGT
FINANCES PUBLIQUES 77 au CTL et aux CAPL
- (p. 4) Les SIE toujours dans la tourmente
- (p. 5) La CGT 77 en audience à la Direction – CH : un bilan accablant au plan national
- (p. 6) Le difficile problème des parkings



Crise - dettes - austérité
L'intervention des salariés est indispensable !
Mardi 11 octobre 2011
Tous dans l'action et à la manifestation
14H00 - République 
A l'appel de CGT - CFTD - FSU - SOLIDAIRES - UNSA

ASSEZ !

La situation dans tous les services est tendue, voire très tendue même !....

Ainsi dans les SIE, en plus des tâches ordinaires, des notes qui s'accumulent (plus de 200 en 2010), des suppressions d'emplois, l'administration dans sa bonté des réformes poursuit son incessant transfert de charges. Derniers en date : le recouvrement de la CFE et l'ordonnancement des demandes de remboursement de crédits TVA antérieurement traitées par la Direction...

Résultat : quand ce ne sont pas les chefs qui courent après les listings et les stats en tout genre, ce sont les collègues qui craquent plus ou moins les uns après les autres !

Dans les CH, les délais de publication s'allongent à vue d'œil ! Le nombre de formalités continue de progresser. Là aussi, les suppressions d'emploi ont accompli leur besogne !

A MEAUX, par exemple, nous sommes passés, de 2006 à 2011, de 45 agents à 26 !

Dans les SIP, côté assiette, c'est la course entre le téléphone, l'accueil des contribuables, les messages du SIV (Serveur inter vocal) et les stats habituelles ; côté recouvrement, nous croulons sous les délais de paiement.

Là aussi les suppressions d'emploi creusent leurs sillons !

En Direction, aussi, les suppressions d'emploi ont accru les charges de travail de chacun de nous !

Et partout, ce sont les chefs qui s'ingénient à trouver des organisations de travail censées faire gagner du temps. La belle affaire ! Mais il faut qu'ils se fassent une raison : on ne peut pas faire plus avec moins d'agents !

Quand à ceux qui croient que la solution consiste à nous mettre la pression, gare au vent de révolte qui commence à gagner certains services et pourrait déboucher sur des retours de bâton cinglants !

A bon entendre

L'actualité est régulièrement marquée par des tentatives de suicides d'employés dont les conditions de travail s'apparentent aux nôtres. Ainsi, à la Banque Postale, le 15 septembre, une employée de PARIS s'est jetée par la fenêtre du 4ème étage, à ORANGE, les suicides ont déjà fait beaucoup parlé d'eux, même dans la Police les agents craquent et se suicident avec leurs armes de service !....

Alors, avant d'en arriver à ces extrémités-là dans les FINANCES PUBLIQUES, arrêtez Messieurs les Directeurs et autres Chefs de Service de nous mettre la pression !!!

LE 20 OCTOBRE, **VOTEZ CGT**



COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES LOCALES

LES ELU(E)S DE LA CGT AGISSENT POUR LA DEFENSE DES DROITS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS DE TOUS LES AGENTS

La fusion de la DGI et de la DGCP a été imposée par le président de la république comme emblème de la RGPP. La CGT n'a pas cautionné ce diktat. Elle œuvre donc au quotidien pour que les droits et garanties des agents soient préservés voire améliorés.

Dans le cadre des premières élections communes de la DGFIP, la CGT a la volonté d'être au plus près de la réalité quotidienne de tous les agents.

Les élu-e-s de la CGT s'attachent en permanence à conjuguer la défense individuelle et le respect des garanties collectives dans le cadre du statut général et des statuts particuliers des fonctionnaires. Les revendications doivent servir de support à la défense concrète des situations individuelles.

AINSI, ON NE PEUT ABORDER LES MUTATIONS SANS FAIRE REFERENCE AUX EMPLOIS, ON NE PEUT TRAITER DE LA NOTATION SANS EVOQUER LES CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE, ON NE PEUT EXAMINER LES PROMOTIONS SANS ABORDER L'EGALITE DES CONDITIONS DE SELECTION ET LES MOYENS BUDGETAIRES AFFECTES A CELLES-CI.

LES ELU-E-S DE LA CGT ONT LE SOUCI CONSTANT DE DEFENDRE ET D'AMELIORER LES REGLES DE GESTION. CELA EST PARTICULIEREMENT IMPORTANT DANS CETTE PERIODE OU SONT MIS EN PLACE DES PRINCIPES NOUVEAUX APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES AGENTS DE LA DGFIP ET DES REGLES TRANSITOIRES.

COMITE TECHNIQUE LOCAL (CTL)

PORTER LES REVENDICATIONS DES AGENTS, SE FAIRE L'ECHO DE LEURS LUTTES, TEL EST ET SERA L'OBJECTIF DES ELU(E)S DE LA CGT AU CTL

A compter de 2012, le Comité Technique Local (CTL) remplacera le Comité Technique Paritaire Départemental des Impôts et le Comité Technique Paritaire Local du Trésor Public.

Auparavant, les organisations syndicales nommaient leurs représentants au sein des CTP. **A compter de cette année, les représentants des syndicats seront élus.**

L'enjeu de ce scrutin est important puisque le CTL, comme les CTPL antérieurement, sera saisi de toutes les questions relatives à la gestion prévisionnelle des effectifs et des emplois, à nos métiers, à nos conditions de travail, à la formation professionnelle, au régime indemnitaire, etc.

Les représentants de la CGT Finances Publiques 77 ont participé à 17 CTPD entre janvier 2008 et octobre 2010 et 5 depuis la mise en place de la DDFIP, de novembre 2010 à septembre 2011. Un ensemble de questions touchant à la vie de tous les services ont été traitées dont nous donnons ici une liste non exhaustive :

- Sécurité des agents et des immeubles
- Travaux immobiliers
- Harmonisation des circonscriptions fiscales et comptables
- Campagne IR/TH
- Formation professionnelle : bilan et programme de formation
- Mise en place des SIP
- Règlement intérieur des SIP
- Emplois (suppressions, transformations...)
- Accueil fiscal de proximité
- Fusion CDI Chelles Ville/Chelles Extérieur
- Rapprochement CDI/CDIF
- CSP à distance
- Mise en place du PTGC
- Mise en place du PRS
- Ponts naturels
- Expérimentation d'une caisse commune SIP/SIE Sénart
- Communication du DUERP (Document unique d'évaluation des risques professionnels)
- Généralisation des nouvelles règles de vie dans les services
- Déploiement des organigrammes fonctionnels
- Mise en place de la DISI
- Fusion des SAID et création d'une cellule CSP au SIP-SIE de Nemours
- Aménagement des horaires de fermeture des services pendant la pause méridienne

Lors de chaque CTPD, la CGT est intervenue sur la base d'un mandat clair : défendre les revendications des personnels et rendre compte systématiquement de ses interventions.

Vous trouverez nos déclarations liminaires et comptes-rendus des CTPD sur notre site :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/77/>

**Le 20 octobre 2011, Revendiquez, Luttez, VOTEZ CGT,
Faites voter CGT**



LES CANDIDATS DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES 77 AU CTL ET AUX CAPL

LES CANDIDAT(E)S AU COMITE TECHNIQUE LOCAL (CTL)

Hervé LE DALLIC (SIP Meaux-Ouest) - FF
Karine DADOUCHE (SIP Lagny) - FGP
Sylvie RISACHER (SIP-SIE Nemours) - FF
Jean-Luc ILLY (Trésorerie Rebais) - FGP
Nathalie ETIENNE (SIE Roissy) - FF
Patrice BAZIR (Paierie Départementale) - FGP
Nelly DULYS (PCE Meaux) - FF
Rachida HAMZI (SIP Sénart) - FGP
Jean-Louis CLOUSE (PCE Meaux) - FF
Michel MAITRE (SIP Melun-Ville) – FF
Maria MARINHO (BDV Meaux) - FF
Christian BESSAQUE (PTGC Melun) - FF
Luc RIMBAULT (SIE Montereau) - FF
Alain LADAME (Direction Melun) - FGP
Philippe BUSQUET (SIP Melun-Extérieur) - FF
Sylvie THUREAU (SIE Lagny) - FF
Laetitia BURIAU (SIP Coulommiers) - FF
Nicolas BARAY (Missions Domaniales) - FGP

LES CANDIDAT(E)S A LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE LOCALE DES INSPECTEURS

Nicolas BARAY (Missions Domaniales) - FGP
Maria MARINHO (BDV Meaux) - FF
Jean-Luc ILLY (Trésorerie REBAIS) - FGP
Benjamin MARIONNEAU (PCE Lagny) - FF
Aïssata DJIGO HANE (Trésorerie Magny) - FGP
Martine DUBERNARD-CAKIN (Brigade FI Sénart) - FF
Pierre GEOFFROY (SIP Melun-Ville) - FF
Sylvie CORDIER (SIE Fontainebleau) - FF

LES CANDIDAT(E)S A LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE LOCALE DES AGENTS DE CATEGORIE C

AAP 1ère classe

MICHEL MAITRE (SIP MELUN-VILLE) - FF

Christian TORTILLON (Trésorerie St Fargeau) - FGP

Catherine CARRARA (Trésorerie Pontault) - FGP
Maria JASIAK (Direction Melun) – FF

AAP 2ème classe

Hugues MOYART (EDRA) - FF
Lucile PACHOT (CH Meaux) - FF
Claire BOUVIER (CDIF Meaux) - FF
Ondine PELAGE (SIP Montereau) - FF

Agents Administratifs 1^{ère} cl.

Carla FERNANDES (SIP Meaux-Ouest) - FF
Laetitia BURIAU (SIP Coulommiers) - FF
Odile CAUDRON-NACKERS (CDIF Meaux) - FF
Rachida HAMZI (SIP Sénart) - FGP

LES CANDIDAT(E)S A LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE LOCALE DES AGENTS DE CATEGORIE B

Contrôleurs Principaux

Sylvie RISACHER (SIE-SIP Nemours) - FF
Nelly DULYS (PCE Meaux) - FF
Maryline CAZIN (SIP Melun-Ville) - FF
LAURENT ASSELINEAU (CH FONTAINEBLEAU) – FF

Contrôleurs 1^{ère} classe

PATRICE BAZIR (PAIERIE DEPARTEMENTALE) - FGP

Sylvie THUREAU (SIE Lagny) - FF
Sylvie DERANLOT (SIE Meaux-Ouest) - FF
Françoise RAIX (SIP Fontainebleau) - FF

Contrôleurs 2^{ème} classe

Hervé LE DALLIC (SIP Meaux-Ouest) - FF
Nathalie ETIENNE (SIE Roissy) - FF
Philippe COUVRET (SIE Chelles) - FF
Christine DUBACH (RGF Meaux) - FF

FF : Filière fiscale
FGP : Filière gestion publique

LES SIE TOUJOURS DANS LA TOURMENTE

Le 15 septembre, la Direction a réuni un groupe de travail sur les SIE. Après lecture par la CGT Finances Publiques 77 d'une intervention liminaire précisant le cadre dans lequel elle entendait intervenir au sein de ce groupe de travail, M. PAIN a répondu que l'objectif de ce groupe de travail n'était pas d'« instrumentaliser » les organisations syndicales.

Il a indiqué qu'il avait conscience de la saturation éprouvée par les agents et a reconnu son imputabilité aux suppressions d'emplois et à l'augmentation des tâches, considérant qu'on ne peut effectivement pas demander aux agents d'effectuer les mêmes tâches (voire plus) s'ils sont moins nombreux ! C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, l'administration a mis en œuvre la maîtrise des risques professionnels (? !).

Concernant l'emploi, il n'en a pas la maîtrise car c'est une décision gouvernementale, il faut donc trouver des solutions permettant aux agents d'accomplir leurs missions dans une atmosphère sereine.

Les pistes de réflexions évoquées par M. PAIN sont le changement ou l'abandon de certaines tâches n'ayant pas une grande valeur pour les agents ou les usagers et le transfert de certaines d'entre elles vers des partenaires (experts-comptables,...).

La CGT lui a fait part des problèmes recensés au sein des SIE :

***l'abondance de notes**

M. PAIN reconnaît cette situation mais il n'a pas de solutions miracles. Certains ont proposé la création d'un service en direction chargé de résumer les notes ou de faire part des nouveautés législatives à l'instar de ce qui avait été fait par un chef de service lors de la création de la CFE.

***la multiplicité des vecteurs d'information**

Le directeur propose qu'une réflexion soit menée à ce sujet en Direction.

***la pression des indicateurs**

La CGT a mis l'accent sur le poids des indicateurs dans les tâches des SIE, conduisant parfois à un manque de rationalité dans la hiérarchisation des priorités. M. PAIN a confirmé qu'il n'y avait pas de crispation sur les indicateurs et qu'il appartenait aux chefs de service de ne pas piloter les actions du SIE seulement à partir des indicateurs.

Les organisations syndicales ont insisté sur les charges de travail tout en précisant que ces dernières ne peuvent se réduire à la gestion d'un nombre d'articles. Il faut également tenir compte de certaines zones géographiques où les flux (créations, cessations,...) sont plus importants et d'un nombre non négligeable de dossiers plus techniques que d'autres.

Sur ce dernier point, M. PAIN a demandé que les SIE n'hésitent à faire remonter les dossiers complexes aux PCE.

Concernant l'adhésion à la télédéclaration de la TVA, M. PAIN a reconnu la charge de travail qui a incombé au SIE l'année dernière, compte tenu notamment du fait que l'assistance n'a pas pu gérer les problèmes liés au flux d'adhésions.

***le téléphone**

M. PAIN a convenu que c'était un problème à examiner et qu'il faudrait envisager un tri ou un transfert des appels.

***l'informatique**

Il a été souligné le manque d'ergonomie de certains écrans d'ordinateurs dont la taille est peu adaptée à certaines applications. M. KRAFT a demandé à ce que l'information remonte auprès de lui pour qu'il puisse faire le nécessaire.

Par ailleurs, concernant les délais de mise en place des applications telle GESPRO, M. PAIN a confirmé que ces derniers étaient intangibles pour des raisons de sécurité.

En fin de réunion, M. PAIN a présenté deux outils :

PERGAM :

Documentation complète destinée aux usagers qui intégrerait en temps réel les modifications législatives.

RSP :

Cette application regrouperait REC, MIRIAM et MEDOC.

En fin de réunion, M. PAIN a proposé la formation de groupes de travail dans les prochains mois autour des problématiques évoquées ce jour, à savoir :

- l'informatique et le matériel
- les relations avec l'utilisateur (téléphone,...)
- les relations avec les autres services

Après le groupe de travail sur l'accueil, ce groupe de travail sur les SIE (à quand d'ailleurs des groupes de travail sur les CH, les trésoreries excentrées, les SIP, les services de Direction.... ?) confirme que la Direction ne peut plus nier les conséquences désastreuses des suppressions d'emplois pour les services et les agents. Mais elle reste enfermée dans une logique de suppression d'emplois qu'elle a justifiée tout au long de ces dernières années. Il est un peu facile pour nos responsables de venir, à quelques mois d'une échéance électorale indécise, se défaire sur une politique gouvernementale qu'ils ont accompagnée sinon portée pendant des années. Les agents, en tout cas, ne se satisferont pas de belles paroles ni de cautère sur une jambe de bois. Des emplois, voilà ce dont ont besoin les services. Le 11 octobre sera l'occasion de l'exprimer. Sera-t-elle pour nos responsables l'occasion de montrer que les services dont ils ont la responsabilité n'en peuvent plus ? A voir....

CONSERVATION DES HYPOTHEQUES

UN BILAN ACCABLANTE AU PLAN NATIONAL !

LE DELAI MOYEN DE PUBLICATION QUI ETAIT EN PONDERE DE 35,2 JOURS EN 2010 A CONTINUE DE SE DEGRADER. EN 2010, 830 000 FORMALITES ONT ETE REQUISES EN PLUS DE CELLES DE 2009, RATTRAPANT PRESQUE LE NIVEAU DE 2008, ALORS QUE LE NOMBRE D'AGENTS A DIMINUE DE 600, PASSANT DE 3531 AGENTS PRESENTS EN 2008 A 2928 EN 2010 SOIT MOINS 17 % !

LE NOMBRE DE FORMALITES REQUISES AU COURS DES DEUX PREMIERS TRIMESTRES 2011 A ETE SUPERIEUR DE PRES DE 10 POINTS PAR RAPPORT A LA MEME PERIODE DE 2010, ATTEIGNANT QUASIMENT LE NIVEAU DE 2008.

DANS LE MEME TEMPS, L'EFFECTIF PRESENT DANS LES CH, AU COURS DES DEUX PREMIERS TRIMESTRES 2011, A CONTINUE DE DECROITRE PAR RAPPORT A 2010 (-185).

LA PROGRESSION REGULIERE DE TELEACTES ET LA PRODUCTIVITE EN HAUSSE CONTINUE (863 FORMALITES AU 2^{EME} TRIMESTRE 2011) NE SUFFISENT PAS A COMPENSER L'EFFET CUMULE DE L'AUGMENTATION DES FORMALITES, DE LA BAISSSE DES EFFECTIFS ET DU DEPART A LA RETRAITE DES AGENTS CONFIRMES.

DU COUP, LE DELAI MOYEN DE PUBLICATION EST EN HAUSSE REGULIERE: 35 JOURS AU 31/12/2010, 39 JOURS FIN JUIN ET 46 JOURS FIN JUILLET. A CETTE DATE, 6 BUREAUX ONT DEPASSE LES 100 JOURS ET 59 ONT UN DELAI SUPERIEUR A 50 JOURS.

C'EST PEU DE DIRE QUE LA HIERARCHIE EST PEU RECONNAISSANTE DES EFFORTS DEPOSES PAR LES AGENTS QUI AMENENT LES CH A DES NIVEAUX DE PRODUCTIVITE SANS PRECEDENT. LA LOURDEUR PERMANENTE DE LA CHARGE DE TRAVAIL ET LA DEGRADATION CONTINUE DU DELAI FICHIER, OUTRE QU'ELLES SONT SOURCES DE STRESS POUR LES AGENTS, NE POURRONT QUE CONDUIRE CEUX-CI A SE DEMOBILISER FACE A UNE SITUATION AUSSI DEGRADEE

LA CGT FINANCES PUBLIQUES 77 EN AUDIENCE AVEC LA DIRECTION

Le 21 septembre, la CGT, représentée par Jean-Luc ILLY et Hervé LE DALLIC, a rencontré la Direction représentée par Mrs DAHAN, KRAFT et BLANC.

Cette audience avait principalement pour but d'interpeller la Direction sur les conséquences, pour les services et les agents, des suppressions d'emplois intervenues ces dernières années dans les deux filières de la DDFIP 77.

Le Directeur a pris acte des données transmises par la CGT (**près de 300 emplois toutes catégories confondues supprimés depuis 2005 dans les deux filières**) et a indiqué qu'il était conscient de la situation difficile sur certains sites comme CHELLES qui se situe à - 10 agents et LAGNY à - 5.

Il a parlé de MAJERFIP, nouvel outil devant remplacer ORE sans qu'on puisse en tirer la conclusion que ce nouvel outil soit en mesure d'apporter quoique ce soit aux services en difficulté. M. BLANC a précisé que les EDRA seraient affectés en fonction des besoins dans le département.

Le directeur est également revenu sur le déséquilibre nord-sud dans le département qui constitue une source de difficultés notamment au niveau des affectations des ALD en raison des distances importantes qui peuvent apparaître entre leur lieu d'affectation et leur domicile.

Pour les charges de travail, il envisage, notamment pour les petits postes, d'élargir les plages de fermeture au public pour « désenclaver » le travail des agents.

Quant à la souffrance des agents au travail, le Directeur a indiqué qu'il allait faire "passer le message" aux cadres afin de "limiter les tensions" tout en précisant qu'en la matière, « il fallait relativiser ».

La CGT a évoqué la situation du SIP-SIE de Nemours où, en l'absence de gardien, les agents doivent rentrer les poubelles, aller chercher à la Poste et acheminer le courrier, porter les cartons d'imprimés dans les étages, sans parler des déjections animales devant le Centre qu'il faut nettoyer...

La CGT a indiqué que le contrat de maintenance proposé par la Direction n'était pas de nature à résoudre le problème posé et a demandé qu'il soit procédé au recrutement d'un agent technique titulaire. M. BLANC s'est engagé à faire le point avec les chefs de service afin qu'ils prennent leurs responsabilités et a précisé qu'il n'appartenait pas aux agents d'effectuer les tâches dévolues au gardien (rentre les poubelles, nettoie les abords du CFP, etc ...).

En fin de réunion, le Directeur est revenu sur les groupes de travail, mis en place (accueil, SIE, parking...) qui selon lui fonctionnent plutôt bien.

La CGT a souligné que les améliorations apportées (notamment pour le groupe de travail Accueil) concernaient surtout l'apport de matériel même si de petites avancées en matière de gestion des personnels (1/2 journée de repli) avaient été actées.

Car pour la CGT, tout comme pour les agents, les suppressions d'emploi et leurs conséquences demeurent le problème n°1 !!!

assez
de
blabla !

VOTEZ CGT

LE DIFFICILE PROBLEME DES « PARKINGS »

Après bien d'autres sujets, celui des « parkings » a fait l'objet d'un groupe de travail réuni le 28 septembre. M. BLANC, en guise de préambule, a informé des intentions de la Direction de concentrer ses efforts afin d'obtenir des places de parking supplémentaires pour les agents « victimes » des réformes de structures.

Concernant les agents bénéficiaires d'une mutation, il a indiqué que ceux-ci mutaient en toute connaissance de cause ajoutant « quand un agent obtient un site, il se renseigne sur le site ». Sans commentaires...

La CGT a posé la question des ALD qui ne connaissent pas, à priori, leur futur lieu d'affectation. M. BLANC a fait la même réponse, un rien agacé

Il a également évoqué la situation des EDRA et des EDR, lesquels ne doivent pas rencontrer de difficultés pour se garer sur les sites où ils effectuent leurs missions de renfort.

Après avoir recensé les sites qui posent problème en matière de parking, il est apparu nécessaire d'établir des principes généraux ou règles d'utilisation des parkings.

MEAUX

Le Receveur Général des Finances, du fait du prochain déménagement de son service, doit étudier le dossier afin de conserver les 17 places dévolues à la RGF.

Pour cela, il est en négociation avec la Mairie de MEAUX. Dans un second temps, il s'attachera à améliorer la situation, notamment en demandant à la Mairie l'intégration de places de parking dans le nouveau projet immobilier prévu à proximité du centre des finances publiques (démolition des ateliers municipaux et de la salle des fêtes).

LAGNY

M. BLANC a fait remarquer que le parking actuel disposait de 32 places et que 48 véhicules y stationnaient. La direction envisage de financer 20 places supplémentaires par l'intermédiaire de VINCI.

Par ailleurs, elle va négocier des tarifs préférentiels auprès de la Mairie.

NOISIEL

Il est prévu une rencontre avec le Maire en vue d'obtenir l'accès au parking du gymnase (situé juste derrière le CFP).

MELUN

Pour le site *THIERS*, la Direction envisage de gagner des places au sous-sol (rangement) et de louer quelques places à la gare. Mais, la liste d'attente restera en vigueur.

Pour la *CITE ADMINISTRATIVE*, la Direction a déjà distribué des macarons. Il est souhaité qu'ils soient apposés sur les véhicules. De plus, la barrière sera actionnable au moyen d'un badge ou d'une carte, de même pour le parking manutention.

Au niveau du site *AMENDES*, la Direction envisage de négocier des tarifs préférentiels (VINCI).

CHELLES

M. BLANC a rappelé qu'il restait des places disponibles dans le parking sous le marché.

FONTAINEBLEAU

M. KRAFT a fait un descriptif de la future situation après les travaux de l'ancienne écurie, ce qui devrait entraîner

une pénurie de places en comparaison de la situation actuelle (trajet d'acheminement des fonds).



BULLETIN DE CONTACT OU D'ADHESION

J'adhère à la CGT (1)

Je souhaite recevoir les informations de la CGT (1)

Nom :

Prénom :

Résidence :Service :

.....

Tel : Adresse

électronique :